

- 1 -
- 3. APR 1962
Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 26 janvier 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant règlement de la masse d'habillement du personnel des postes", a donné le 26 février 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e januari 1962 door de Minister van Post, Telegraaf en Telefoon verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende règlement van het kledingfonds van het personeel van de post", heeft de 26e februari 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal et le projet d'arrêté ministériel qui ont été soumis au Conseil d'Etat par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, tendent à instituer à l'Administration des postes une masse d'habillement. Ils sont établis sur le modèle de l'arrêté royal du 7 août 1953 et d'un arrêté ministériel non publié, qui ont institué une masse d'habillement pour les agents de la douane. La réglementation qui existe à l'Administration des douanes et celle que le Gouvernement veut mettre en vigueur à l'Administration des postes consistent à former, sous le nom de "masse d'habillement", une somme d'argent constituée par les indemnités allouées aux agents obligés de porter l'uniforme. L'indemnité revenant à chaque agent est versée à la masse et inscrite à son compte; il peut utiliser le crédit de son compte pour commander des objets d'uniforme. Le projet d'arrêté ministériel prévoit que, selon certaines conditions, le solde du crédit que l'agent n'a pas utilisé est versé au Trésor.

Les projets soumis au Conseil d'Etat étant, l'un un projet d'arrêté royal et l'autre un projet d'arrêté ministériel, ne confèrent et ne peuvent conférer la personnalité juridique à aucun des organes chargés de gérer les fonds qui constituent la masse d'habillement. Or, il est indispensable de pouvoir déterminer la personne qui, sur le plan du droit, assumera les obligations résultant de la gestion des fonds constituant la

.../...

masse. A défaut d'un texte conférant la personnalité juridique à l'un des organes gérant la masse, la personne de droit qui assumera ces obligations sera l'Etat belge. Il en résulte que, sauf dispositions légales expresses, les règles relatives au contrôle de la Cour des comptes et à la comptabilité de l'Etat seront applicables aux actes accomplis pour assurer la gestion de la masse. Si le Gouvernement entendait que la gestion comptable des fonds qui composent la masse se fasse uniquement selon les règles énoncées dans le projet d'arrêté ministériel, il conviendrait qu'une disposition légale indique clairement cette intention. La loi contenant le budget du Ministère des Finances comporte, chaque année, un article qui autorise le Ministre à consentir des ouvertures de crédit à la masse d'habillement des fonctionnaires et employés de la douane (cfr. le projet de budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1962, tel qu'il a été voté par le Parlement). L'organisation prévue pour l'Administration des postes étant copiée sur celle qui fonctionne actuellement à l'Administration des douanes, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones devra faire inscrire, dans la loi contenant le budget du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, une disposition analogue à celle qui figure dans la loi contenant le budget du Ministère des Finances. Dès lors, si le Gouvernement a l'intention de soustraire la gestion comptable de la masse d'habillement aux règles relatives au contrôle de la Cour des comptes et à la comptabilité de l'Etat, il conviendrait de rédiger la disposition à insérer dans la loi

.../...

budgétaire de façon à faire apparaître clairement cette dérogation et à indiquer que les fonds composant la masse sont gérés selon des règles particulières. Si le Gouvernement veut éviter de devoir répéter cette disposition chaque année dans la loi budgétaire, il pourrait insérer cette disposition dans une loi permanente.

+

+ +

La masse étant une somme d'argent, il convient de remplacer les expressions suivantes : "le conseil de la masse" et "le bureau de la masse" par "le conseil de gestion de la masse" et "le bureau" : ces modifications devront être apportées aux articles 1er, 9, 12, 13, 14 et 15. Le terme "affilié" désigne la personne qui s'engage volontairement dans une association ou dans un groupement. Il ne convient pas pour désigner les agents dont l'indemnité est versée d'office par l'Administration à la masse. Il est préférable d'employer le terme "intéressé" dans les articles 9, 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19.

+

+ +

.../...

L'intitulé et le préambule devraient être rédigés comme suit :

"Arrêté ministériel portant le règlement relatif à la gestion de la masse d'habillement du personnel de l'Administration des postes.

...

Vu l'arrêté royal du ... relatif à l'organisation de la masse d'habillement du personnel de l'Administration des postes, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté ministériel du ... allouant une indemnité aux agents de l'Administration des postes qui, en service, doivent porter un uniforme et fixant les caractéristiques de celui-ci;

Vu l'avis du comité de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ".

+

+ +

A l'article 1er, les mots "personnel des Postes" devraient être remplacés par les mots "personnel de l'Administration des postes" et les mots "réceptionne les factures" devraient être remplacés par "reçoit les factures".

+

+ +

.../...

Le deuxième alinéa de l'article 3 pourrait être rédigé comme suit :

"Les membres du conseil du personnel désignés par les organisations syndicales peuvent, par roulement entre ces organisations, assister à la distribution dans les services pour lesquels ce conseil a été institué".

+
+ +

A l'article 4, le mot "paiement" devrait être remplacé par le mot "dépense".

+
+ +

Par souci de concordance avec la réglementation en vigueur à l'Administration des douanes et avec le texte néerlandais du projet, l'article 5 devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

Les objets fournis sont vendus au prix de revient net".

+
+ +

.../...

L'article 9 pourrait se lire de la façon suivante :

"Article 9.-

L'introduction des commandes par les intéressés, leur transmission au bureau, l'envoi des objets commandés, leur distribution aux destinataires, le renvoi des objets refusés par les destinataires ou de ceux qui ne peuvent être distribués pour une cause quelconque, ont lieu suivant les dispositions arrêtées par le conseil. Les dispositions dont l'application requiert l'intervention de l'Administration des postes sont obligatoirement soumises à l'accord préalable du directeur général de cette Administration.

Le conseil arrête le modèle des registres et documents à tenir par le bureau".

+

+ +

La règle selon laquelle l'indemnité d'uniforme est versée à la masse est affirmée par l'article 8 du projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné son avis sous le n° L.7791/1 et par l'article 1er, § 1er, du projet ayant donné lieu à l'avis n° L. 7792/1. Elle est rappelée à l'article 12 du présent projet, mais son application est limitée aux titulaires de trois grades déterminés, alors que les titulaires d'autres grades sont également astreints à porter l'uniforme (voir le projet qui donne lieu à l'avis n° L. 7791/1). Pour établir la concordance entre ces divers projets, il convient de rédiger la première phrase de l'article 12 de la façon suivante :

.../...

"L'indemnité pour port d'uniforme accordée aux agents de l'Administration des postes astreints à porter l'uniforme est versée à la masse".

Si cette rédaction ne correspondait pas aux intentions du Ministre, il y aurait lieu de maintenir le texte du projet et de modifier les dispositions correspondantes qui figurent dans les autres projets.

+

+ +

A l'article 13, les mots "la Poste" devraient être remplacés par les mots "l'Administration des postes".

+

+ +

Les mots "du compte de l'intéressé", qui terminent la première phrase de l'article 15, pourraient être remplacés par les mots "du compte de celui-ci".

+

+ +

Au premier alinéa de l'article 16, les mots "le boni est reporté au crédit du compte de l'affilié..." pourraient être remplacés par "le boni est reporté au crédit du compte de celui-ci...".

+

+ +

.../...

Il convient d'indiquer, à l'article 17, l'autorité qui sera compétente pour apprécier le caractère exceptionnel du motif invoqué par un agent pour justifier une commande d'objets dont le prix dépasse le montant de l'indemnité.

+

+ +

L'article 20 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 20.-

A la fin de chaque exercice, les écritures relatives à la gestion de la masse sont vérifiées par deux membres spécialement désignés par le conseil. Celui-ci arrête le bilan de l'exercice et le soumet à l'approbation du Ministre".

+

+ +

La rédaction suivante est proposée pour la première phrase de l'article 21 :

" Le conseil peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le bureau à prêter son concours, à d'autres organismes publics dépendant du Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones, pour la fourniture d'objets d'uniformes à leurs agents".

Het ontwerp-koninklijk besluit en het ontwerp-ministerieel besluit welke de Minister van Post, Telegraaf en Telefoon aan de Raad van State voor advies voorlegt, strekken tot instelling van een kledingfonds bij het Bestuur der posterijen. Zij zijn opgemaakt naar het model van het koninklijk besluit van 7 augustus 1953 en van een niet bekendgemaakt ministerieel besluit, die een kledingfonds voor het douanepersoneel hebben ingesteld. De bij het Bestuur der douanen bestaande en de voor het Bestuur der posterijen ontworpen regelingen bestaan erin, dat onder de benaming "kledingfonds" een geldsom wordt gevormd uit de vergoedingen, uit te keren aan de personeelsleden die verplicht zijn de uniform te dragen. De vergoeding die aan ieder personeelslid toekomt, wordt in het fonds gestort en op zijn rekening ingeschreven; hij mag zijn rekening tegoeë gebruiken om uniformstukken te bestellen. Het ontwerp-ministerieel besluit bepaalt, dat het niet gebruikte creditsaldo van de rekening onder bepaalde voorwaarden in de Schatkist wordt gestort.

De aan de Raad van State voorgelegde ontwerpen namelijk een ontwerp-koninklijk besluit en een ontwerp-ministerieel besluit, verlenen geen rechtspersoonlijkheid en kunnen dit ook niet doen aan enig orgaan dat belast is met het beheer van de geldmiddelen die het kledingfonds vormen. Men moet echter kunnen weten op wie in rechte de verplichtingen in verband met het beheer van de geldmiddelen van het fonds zullen rusten. Als geen tekst rechtspersoonlijkheid verleent aan een van de organen die het fonds beheren, komen die verplichtingen op de Belgische Staat te rusten. Behoudens uitdrukkelijke wetsbepalingen dus, zullen de regels

.../...

betreffende de controle van het Rekenhof en de Rijkscomptabiliteit toepasselijk zijn op de handelingen die voor het beheer van het fonds worden verricht. Bedoelt de Regering het boekhoudkundig beheer van de geldmiddelen die het fonds vormen, alleen overeenkomstig de in het ontwerp-ministerieel besluit bepaalde regels te doen voeren, dan moet een wetsbepaling dit duidelijk zeggen. De wet houdende de begroting van het Ministerie van Financiën bevat ieder jaar een artikel dat de Minister ertoe machtigt, kredietopeningen toe te staan voor het kledingfonds der ambtenaren en bedienden van de douane (cfr. de ontwerp-begroting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1962, zoals het door het Parlement is goedgekeurd). Aangezien de voor het Bestuur der postenrijen voorgenomen organisatie gekopieerd is op die welkethans bij het Bestuur der douanen werkt, zal de Minister van Post, Telegraaf en Telefoon in de wet houdende de begroting van het Ministerie van Verkeerswezen en van Post, Telegraaf en Telefoon een bepaling moeten doen opnemen als voorkomt in de wet houdende de begroting van het Ministerie van Financiën. Bedoelt de Regering het boekhoudkundig beheer van het kledingfonds niet te onderwerpen aan de regels betreffende de controle van het Rekenhof en de Rijkscomptabiliteit, dan dient de in de begrotingswet in te voegen bepaling derhalve zo te worden gesteld, dat die afwijking duidelijk tot uiting komt, en dient te worden bepaald dat de geldmiddelen van het fonds volgens bijzondere regels worden beheerd. Wil de Regering voorkomen dat bedoelde bepaling ieder jaar in de begrotingswet moet worden herhaald, dan kan zij deze in een permanente wet opnemen.

+

+ +

.../...

Aangezien het fonds een geldsom is, vervangen men de woorden "de raad van het fonds" en "het bureau van het fonds" door de woorden "de raad van beheer van het fonds" en "het bureau". Deze wijzigingen moeten worden aangebracht in de artikelen 1, 9, 12, 13, 14 en 15. Een "aangeslotene" is iemand die vrijwillig tot een vereniging of groepering toetreedt. De term is niet dienstig voor de personeelsleden wier uniformvergoeding door het Bestuur ambtshalve in het fonds wordt gestort. Het verdient aanbeveling de term "belanghebbende" te gebruiken in de artikelen 9, 12, 14, 15, 16, 17, 18 en 19.

+

+ +

Opschrift en aanhef van het ontwerp leze men als volgt :

"Ministerieel besluit houdende het reglement betreffende het beheer van het kledingfonds voor de personeelsleden van het Bestuur der posterijen.

...

...

Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende de inrichting van het kledingfonds voor de personeelsleden van het Bestuur der posterijen, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het ministerieel besluit van ... tot toekenning van een vergoeding aan de personeelsleden van het Bestuur der posterijen die tijdens hun dienst een uniform moeten dragen en tot vaststelling van de karakteristieken van deze uniform;

.../...

Gelet op het advies van de syndicale raad
van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State ".

+

+ +

In artikel 1 vervange men de woorden "personeel van de post" door "personeel van het Bestuur der post-rijen", terwijl het laatste lid dient te worden gelezen als volgt :

"De raad van beheer stelt de aanbestedings-voorwaarden vast, verricht de aanbestedingen, doet de bestellingen, controleert de kwaliteit van de leveringen, ontvangt de rekeningen en geeft bevel tot betaling".

+

+ +

Het tweede lid van artikel 3 kan worden gelezen als volgt :

"De door de syndicale organisaties aangewezen leden van de personeelsraad mogen, bij toerbeurten onder die organisaties, de verdeling bijwonen in de diensten waarvoor deze raad is ingesteld".

+

+ +

.../...

Artikel 4 leze men als volgt :

"Artikel 4.-

Alle ontvangst- en uitgaveverrichtingen geschieden door toedoen van het Bestuur der postchecks".

+

+ +

Ter wille van de overeenstemming met de regeling bij het Bestuur der douanen en met de Nederlandse versie, leze men de Franse tekst van artikel 5 als volgt:

"Article 5.-

Les objets fournis sont vendus au prix de revient net".

+

+ +

Artikel 9 kan worden gelezen als volgt :

"Artikel 9.-

Het indienen der bestellingen door de belanghebbenden, het overmaken ervan aan het bureau, het verzenden van de bestelde voorwerpen, het uitdelen ervan aan de geadresseerden, het terugzenden van de voorwerpen die door de geadresseerden zijn geweigerd of die om enige reden niet kunnen worden uitgedeeld, geschieden volgens de bepalingen door de raad vastgesteld. De bepalingen waarvan de toepassing de medewerking van het Bestuur der posterijen vereist, moeten vooraf voor akkoord aan de directeur-generaal van dit Bestuur worden voorgelegd.

.../...

De raad bepaalt het model van de registers en documenten welke het bureau moet houden".

+

+ +

De regel dat de uniformvergoeding in het fonds wordt gestort, vindt zijn bevestiging in artikel 8 van het ontwerp waarover de Raad van State advies heeft gegeven onder nr L.7791/1 en in artikel 1, § 1, van het ontwerp dat behandeld is in advies nr L. 7792/1. Hij wordt in artikel 12 van het onderhavige ontwerp herhaald, maar de toepassing ervan is beperkt tot de titularissen van drie bepaalde graden, ofschoon ook titularissen van andere graden verplicht zijn de uniform te dragen (zie het ontwerp waarover advies nr L. 7791/1). Ter wille van de overeenstemming tussen al deze ontwerpen leze men de eerste volzin van artikel 12 als volgt :

"De uniformvergoeding, toegekend aan de personeelsleden van het Bestuur der posterijen die verplicht zijn de uniform te dragen, wordt in het fonds gestort".

Beantwoordt deze lezing niet aan de bedoeling van de Minister, dan behoude men de tekst van het ontwerp en wijzige men de overeenkomstige bepalingen in de andere ontwerpen.

+

+ +

.../...

In artikel 13 vervange men de woorden "de Post" door "het Bestuur der Posterijen".

+
+ +

De woorden "van de rekening van belanghebbende" aan het slot van artikel 15, kunnen worden vervangen door "van diens rekening".

+
+ +

In het eerste lid van artikel 16 kunnen de woorden "wordt het batig saldo overgedragen op het krediet van de rekening van de aangeslotene voor het volgend dienstjaar" worden vervangen door "wordt het batig saldo overgedragen op het credit van diens rekening".

+
+ +

In artikel 17 moet worden bepaald, welke overheid bevoegd is om te oordelen over het uitzonderlijke van de reden welke een personeelslid aanvoert ter verantwoording van een bestelling van uniformstukken waarvan de prijs het bedrag van de vergoeding overschrijdt.

+
+ +

.../...

Men leze artikel 20 als volgt :

"Artikel 20.-

Op het einde van ieder dienstjaar worden de boeken betreffende het beheer van het fonds nagezien door twee leden, daartoe speciaal door de raad aangewezen. Deze maakt de balans van het dienstjaar op en legt ze ter goedkeuring voor aan de Minister".

+

+ +

Voorgesteld wordt, de eerste volzin van artikel 21 te lezen als volgt :

"De raad kan, onder door hem te bepalen voorwaarden, het bureau machtigen tot het verlenen van zijn medewerking aan andere openbare instellingen die onder het Ministerie van Post, Telegraaf en Telefoon ressorteren, voor het leveren van uniformstukken aan hun personeelsleden".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section
de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

C.ROUSSEAU, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) C.ROUSSEAU.

(s.) J.SUETENS.